

## La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

*La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.*

### La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

### Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

### Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

## MANIFESTATION

**EN SOLIDARITE  
AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN  
14 DECEMBRE - 14H30 - REPUBLIQUE - METZ**

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

## EN BREF

### **CMPP Hayange et Pont-à-Mousson : grève pour maintenir un poste essentiel !**

La direction de l'association PEP Lor'Est qui gère notamment six Centres Médico-Psychopédagogiques a choisi de ne pas reconduire le détachement du pédopsychiatre en poste à Hayange et Pont-à-Mousson. Une décision qui prive les équipes de l'appui médical indispensable dans la prise en des troubles psychiques, cognitifs, des apprentissages de centaines d'enfants. La direction dit se placer dans « une stratégie globale de réorganisation » de ses services. Mais les salariés qui se sont mobilisés par la grève le 6 décembre pointent les conséquences de cette décision qui empêche d'accueillir de nouvelles familles dans les CMPP.

### **Fin du régime d'exception pour les exilés ukrainiens ?**

Au début de la guerre en Ukraine, la France et son ministère des solidarités se sont dotés de dispositifs pour accueillir les réfugiés.

Les titres de séjour "protection temporaire" délivrés sur mesure aux ukrainiens ayant fui la guerre arrivent à échéance et les financements concernant les dispositifs pour leur hébergement ne sont pas renouvelés.

Ainsi les "déplacés ukrainiens" s'apprêtent à connaître le même sort que les autres exilés.

Au mieux, certains opérateurs basculent ceux-ci vers l'hébergement d'urgence, engrangeant un travail supplémentaire non négligeable pour nos collègues dans ces services sans embauches supplémentaires. Au pire, certains vont se voir expulser sans solution de logement et seront condamnés à composer le 115.

### **RSA : la réalité derrière la démagogie**

Avec les 15h d'activités hebdomadaires obligatoires, la réforme du RSA prévu par la loi "Plein-emploi" doit être généralisée à partir de janvier 2025. Il ne manque que les décrets d'application... et des financements ! En effet les services du Conseil Départemental de Moselle ont calculé que l'application stricte de la loi exigerait 180 postes dédiés pour mettre en œuvre l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du RSA c'est-à-dire au moins plusieurs millions d'euros. Sauf que les budgets connaissent des coupes très sèches.

Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ?  
Ecris-nous : [npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com](mailto:npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com)

### **Des publicités pour repeupler le travail social**

Le nombre d'élèves inscrits en première année dans les formations du social a diminué de 2,1 % comparé à 2023 selon les statistiques ministérielles. Parmi eux, 9 % interrompent leur scolarité en cours de route. Le gouvernement orchestre le démantèlement de l'aide et de l'accompagnement social et impose les coupes budgétaires mais il organise des campagnes publicitaires pour encourager à rejoindre nos filières. Ce n'est pas en tapissant des abris-bus qu'il nous fera croire qu'il est soucieux de régler un problème dont il s'est rendu lui-même coupable !

### **Rallye Social : la misère en partenariat**

Pour fêter les 20 ans du CFA du travail social, l'antenne de l'IRTS de Longwy-Longeville a organisé fin novembre, un "rallye social". Au rendez-vous : présentation des métiers et de structures sous tension dans lesquelles il est possible de se faire embaucher, peut-être même en apprentissage ! L'IRTS se targue d'adapter ses formations aux besoins de « la demande » en mettant en avant ses partenariats avec les conseils départementaux, France Travail, et les employeurs. Ceux qui se plaignent de la "pénurie de travailleurs sociaux" sont les mêmes qui nous paient une misère, réduisent nos services au sous-effectif et licencient à tour de bras !

### **Se regrouper pour gagner :**

#### **12èmes rencontres nationales du travail social en lutte !**

La marchandisation du travail social et ses conséquences en termes d'accompagnement s'accroissent. Réforme des formations prévue en 2025, plans de licenciements en cours, risques psychosociaux... Personne n'est épargné ! Pour ces raisons, des collectifs et syndicats s'organisent et travaillent au regroupement de l'ensemble des travailleurs et étudiants du secteur, syndiqués ou non. Pour faire l'état des lieux du travail social et discuter de comment se mobiliser, rendez-vous à Paris, les 11 et 12 janvier 2025.

### **Soutenez le NPA-Révolutionnaires**

L'argent est le nerf de la guerre. Dans la lutte contre le patronat et le gouvernement à son service, nous ne pouvons pas compter sur l'aide des riches. Nous avons besoin de vous : participez à la souscription !

